

sont en voie d'être atteints.

La réduction des armements, aussi nécessaire soit-elle, n'est pas une fin en soi. Elle n'a de sens réel que dans la mesure où elle est mise au service d'une Europe pacifique, d'une Europe qui aurait surmonté ses divisions, d'une Europe plus juste, plus démocratique et plus humaine.

Le Belgique, comme ses alliés, a toujours aspiré à voir s'effacer la division de l'Europe, une division militaire mais aussi une division politique et idéologique.

Les événements des derniers mois en RDA et en Tchécoslovaquie, après les réformes entreprises en Pologne et en Hongrie, les bouleversements en Bulgarie et finalement en Roumanie, attestent qu'une page pénible et dramatique de l'histoire de l'Europe est tournée. Elle a pu l'être grâce aux réformes en cours en URSS, réformes dont le Président Gorbatchev a courageusement pris l'initiative et dont il faut souligner l'ambition.

Nous les appuyons parce qu'il est dans l'intérêt de tous et en premier lieu de tous les Européens qu'elles réussissent si l'on veut qu'un ordre de paix s'installe dans l'Europe toute entière.

L'effet que nous nous réunissions ici à Ottawa est un témoignage de la contribution que nos amis et alliés nord-américains apportent à la stabilité de l'Europe. Cette contribution reste non seulement requise, mais souhaitée par mon pays, l'Alliance Atlantique est pour nous une garantie de sécurité essentielle.

Mais comme toute entreprise humaine, l'Alliance ne peut rester immuable sous peine de déperir. Je suis confiant qu'elle trouvera en elle-même, comme elle l'a fait dans le passé, les ressources d'une adaptation correspondant à la fois aux nécessités d'une conjoncture Est Ouest en mutation et d'une coopération avec les pays d'Europe Centrale et de l'Est, entre autres dans le domaine du contrôle des armements.

Nous espérons par ailleurs que l'Alliance Atlantique continuera à répondre aux exigences d'un véritable partnership entre Nord-Américains et Européens. C'est sur cette toile de fond changeante et pleine d'espoir que j'en viens au projet Ciels Ouverts qui forme à proprement parler l'objet de notre réunion.

La notion même de transparence, considérée par certains il n'y a guère encore comme une forme d'ingérence inadmissible est maintenant dans l'ordre des choses. Ce n'est pas que le projet Ciels Ouverts jugé bon aujourd'hui ait été mauvais il y a 35 ans, lorsque l'idée fut lancée par le Président Eisenhower, mais bien que les

